

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la police nationale*

*Direction des ressources
et des compétences
de la police nationale*

Sous-direction de l'administration
des ressources humaines

Bureau des gradés
et gardiens de la paix

Arrêté du 21 novembre 2012 relatif au tableau d'avancement du corps d'État pour l'administration de la Polynésie Française pour l'accès au grade de major de police pour l'année 2012

NOR : *INTC1236335A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'État pour l'Administration de la Polynésie française;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble, la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État et notamment les articles 56, 58 et 59;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 précitée notamment son article 6;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982, modifié, relatif aux commissions administratives paritaires;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale;

Vu l'avis émis par la commission administrative paritaire locale compétente à l'égard du corps d'État pour l'administration de la Polynésie Française en sa séance du 16 mars 2012;

Sur la proposition du préfet, directeur général de la police nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Le tableau d'avancement du corps d'État pour l'administration de la Polynésie Française pour l'accès au grade de major de police pour l'année 2012 est arrêté conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2

Le préfet, directeur des ressources et des compétences de la police nationale, et le haut-commissaire de la république en Polynésie Française, service administratif et technique de la police nationale de Papeete, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site intranet de la direction des ressources et des compétences de la police nationale.

Fait le 21 novembre 2012.

Le directeur général de la police nationale,
C. BALAND

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (art. R. 421-1 et suivants du code de justice administrative), dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication.

ANNEXE

LISTE UTILE

- 1 TAEREA-PANI John
- 2 HELLE Bruno